

MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 047 | DU 16 AU 30 AVRIL 2017



6^{ème} RÉUNION DU COMMANDEMENT DE LA FORCE DE LA MINUSCA



• L'ACTION DES CASQUES BLEUS ZAMBIENS RASSURE LES POPULATIONS DE BIRAO



• DU SPORT POUR LUTTER CONTRE TOUTE FORME DE VIOLENCE ET DE DISCRIMINATION DANS LA MAMBÉRÉ-KADEI ET LA SANGHA-MBAÉRÉ



• LES HABITANTS DE BANGUI DE PLUS EN PLUS RASSURÉS PAR LES PATROUILLES MIXTES

<https://minusca.unmissions.org>



SOMMAIRE

4

DDRR BIENTÔT LE LANCEMENT DU PROJET PILOTE EN RCA, AVEC 500 EX-COMBATTANTS

6

LA RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT SUR TOUT LE TERRITOIRE EST INÉVITABLE, SELON LE GOUVERNEMENT ET LA MINUSCA

8

LE LEADERSHIP DE LA MINUSCA À L'ÉCOUTE DES AUTORITÉS, ACTEURS LOCAUX ET GROUPES ARMÉS DE PAOUA

9

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MBAIKI DISPOSE DE NOUVEAUX LOCAUX

10

DES EMPLOIS POUR 1000 JEUNES À RISQUE DU 3^e ARRONDISSEMENT DE BANGUI

14

6^e RÉUNION DU COMMANDEMENT DE LA FORCE DE LA MINUSCA

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

**Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,
Steve Reve Niko, Nadietou Daouda Zibilila**

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

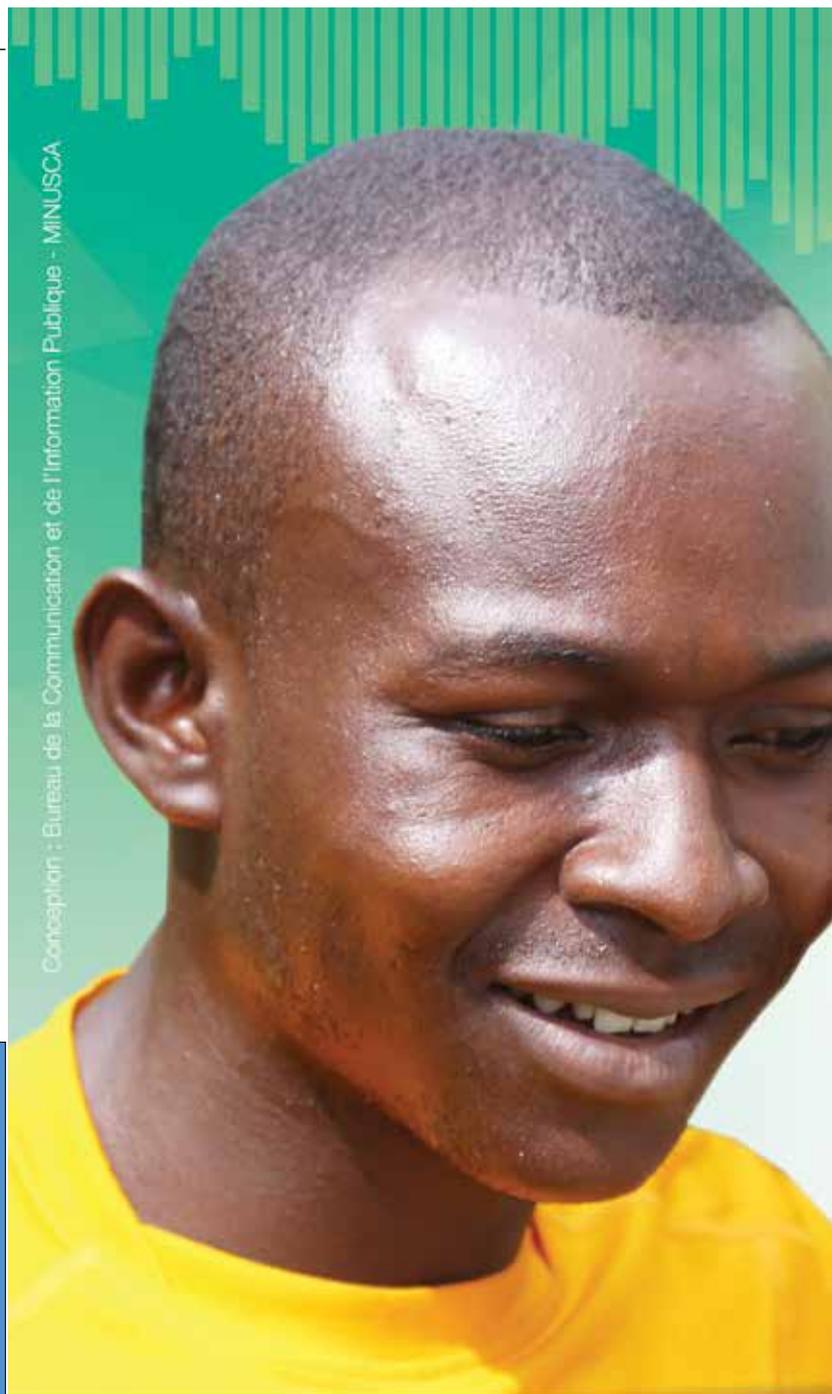
Francis Yabendji-Yoga

PRODUCTION :

**Division de Communication
Stratégique et d'Information Publique MINUSCA**

AVRIL 2017

Conception : Bureau de la Communication et de l'Information Publique - MINUSCA



**Bangui | Bangassou |
Bossangoa | Bouar**



▶ GUIRA 93.3 FM

▶▶▶
Le devoir d'informer

Obo | Bria | Kaga-Bandoro | Bambari
| Paoua | Ndele | Birao | Berberati





Photos UN / MINUSCA

DDRR BIENTÔT LE LANCEMENT DU PROJET PILOTE EN RCA, AVEC 500 EX-COMBATTANTS

Cinq cents combattants vont rentrer, avant tous les autres, dans le programme national de DDRR. Ce, dans le cadre d'un projet pilote destiné à servir de test à l'opération proprement dite. L'annonce a été faite lors de la quatrième réunion du comité consultatif et de suivi du Programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (DDRR) en RCA qui s'est tenue les 20 et 21 avril 2017 à Bangui.

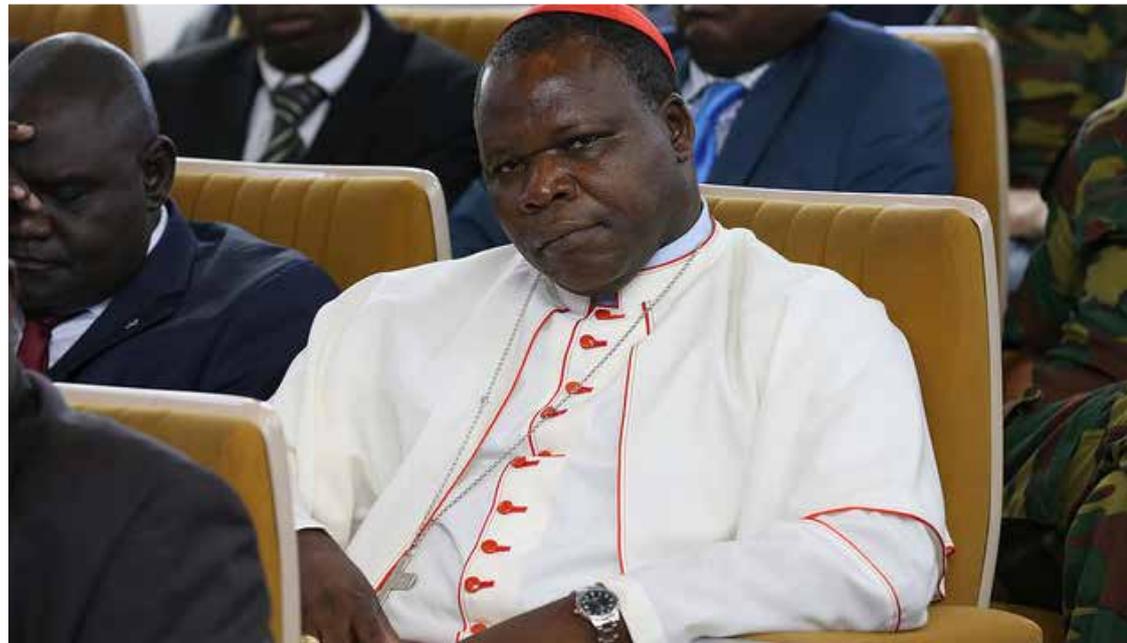
L'ouverture des travaux présidée par le Chef de l'État, Faustin Archange Touadéra, a été pour ce dernier, l'occasion de saluer la présence, « pour la toute première fois

», de la totalité des responsables des 14 groupes armés présents en RCA à la table des discussions. Le Président de la République a tenu à réitérer sa disponibilité et son ouverture au dialogue. « Il n'y a et n'aura pas de sujet tabou entre nous aujourd'hui (...) je suis prêt », a-t-il promis. Cependant, a insisté le Président de la République, ce dialogue ne pourra déboucher sur une issue heureuse qu'aux trois conditions suivantes : « un cessez-le-feu immédiat et un gel des mouvements des troupes armées dès la fin des délibérations (...); un dialogue franc (...) et porter l'Initiative africaine pour la Paix et la Réconciliation en RCA.»

Les représentants du Front Popu-

laire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC), Lambert Moukouve et du groupe anti-Balaka, Maxime Mokom ont également pris la parole pour manifester leur volonté de voir leurs principales préoccupations satisfaites à l'issue de la réunion. Quant au président de la Plateforme religieuse et porte-parole de circonstance, le pasteur Nicolas Guérékoyame-Gbangou, il a indiqué qu'« aujourd'hui, cela est plus qu'un impératif que de nous réunir (...) Nous devons faire des concessions pour déboucher sur la paix, et la sécurité qui sont des préoccupations nobles. »

Durant ces deux jours, les travaux ont porté sur deux points importants. D'abord, le projet de pro-



gramme national de DDRR qui avait été soumis lors de la troisième réunion du comité. Ensuite, le projet de DDRR pilote proprement dit sera exploré, a expliqué le Conseiller DDRR à la Présidence de la République, le Colonel Noel Sesson.

« Le budget de 43 millions de dollars (près de 25 milliards de francs CFA) pour le DDRR est quasiment atteint grâce, et en particulier à la Banque mondiale, aux États-Unis, à la France et à la MINUSCA », s'est réjoui le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Parfait Onanga-Anyanga. Pour renforcer le projet pilote DDRR, la MINUSCA va mettre en place un programme de réduction de la violence communautaire (CVR). Ce dernier donne des formations professionnelles qui déboucheront sur des activités génératrices de revenus. L'opération a débuté à Bangui, ciblant 3.000 bénéficiaires. Elle se poursuivra avec la distribution de kits professionnels

pour 2.000 personnes issues de toutes les communautés de Bambari. Après, ce sera le tour de Paoua où 7.000 personnes ont été enregistrées pour le CVR. Suivront, enfin, les autres localités choisies par le Programme national, a indiqué le Représentant spécial.

Rappelons que le DDRR a pour objectif de diminuer le nombre d'armes en circulation ; de désarmer ceux qui les portent et par conséquent de diminuer les menaces que constituent les groupes armés. « Le DDR est une voie, mais pas la seule, pour la stabilisation, la protection des civils, le retour à la vie normale dans le pays qui sera matérialisé par la restauration du fonctionnement normal de l'État », a conclu le chef de la MINUSCA ■



EN BREF

■ **LE CHEF DE LA MINUSCA**, Parfait Onanga-Anyanga, a reçu, le 18 avril 2017, le député de Mala, Jean-Pierre Mara, pour échanger sur la situation générale en RCA. “En tant qu’élus, notre devoir est de transmettre au Représentant les préoccupations des populations”, a dit M. Mara au sortir de la rencontre.

■ **13.500 DOSSIERS DE CANDIDATURE** ont été traités par la composante Police de la Minusca, partenaire du gouvernement dans le cadre de la campagne de recrutement de 500 policiers et gendarmes centrafricains. Il appartient désormais aux autorités Centrafricaines de se prononcer sur les dates retenues pour passer les épreuves écrites et sportives qui se dérouleront dans les chefs-lieux de préfecture ■

LA RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT SUR TOUT LE TERRITOIRE EST INÉVITABLE, SELON LE GOUVERNEMENT ET LA MINUSCA



La conférence de presse bimestrielle conjointement animée, le 19 avril 2017, par les porte-paroles du Gouvernement centrafricain, le ministre des Transports Theodore Jousso, et de la MINUSCA, Vladimir Montei-

ro, a été l'occasion pour les deux entités de réaffirmer que « la restauration de l'autorité de l'État sur tout le territoire national est inévitable » en République centrafricaine. Une déclaration qui s'est appuyée sur l'attestation du retour de l'autorité de l'État par le

président de la République Faustin Archange Touadéra à Bambari le 12 mars.

Pour rappel, le chef-lieu de la préfecture de la Ouaka avait vu le déploiement historique des 35 premières forces de sécurité intérieure (policiers et gendarmes)



Photos UN / MINUSCA

aux côtés de la MINUSCA. Ce, après le retrait des groupes armés qui y sévissaient encore il y a peu.

« Même si la tâche reste énorme (...) l'exemple de Bambari est la preuve que l'État commence à envoyer ses services de base afin d'assurer ses fonctions régaliennes », s'est réjoui le ministre Jousso, rappelant que la restauration de l'autorité de l'état implique la présence de l'administration, la sécurité et des investissements sociaux.

Pour sa part, le porte-parole de la MINUSCA a souligné que « Bambari tout seul ne suffira pas et que l'objectif c'est que cet essai touche tout le territoire national ». « La MINUSCA reste résolument aux côtés du Gouvernement et du peuple centrafricain et elle continuera à renforcer ses capacités et à mieux travailler en étroite collaboration avec les autorités, à tous les niveaux, pour une plus grande synergie et pour de meilleurs résultats de nos actions conjointes », a insisté Vladimir Monteiro, en soulignant la coordination entre la Mission et d'autres partenaires dans l'appui à la Centrafrique.

Les porte-parole du Gouvernement et de la MINUSCA ont également réaffirmé l'importance du dialogue et ont, à cet effet, rappelé la rencontre, les 20 et 21 avril 2017, du Comité consultatif et de suivi (CCS) sur le programme de Désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (DDRR), avec la participation, pour la première fois, des 14 groupes armés. « C'est un grand pas et nous nous félicitons de la participation de tous les acteurs », s'est réjoui Théodore Jousso, qui a



aussi annoncé que l'ensemble du budget du DDRR est en phase d'être bouclé. Monteiro a quant à lui formulé l'espoir que « les gens entendront raison et saisissent cette occasion pour que le temps de la paix soit une réalité » ■

LE LEADERSHIP DE LA MINUSCA À L'ÉCOUTE DES AUTORITÉS, ACTEURS LOCAUX ET GROUPES ARMÉS DE PAOUA

Au cours d'une visite de terrain, le 21 avril 2017 à Paoua (préfecture de l'Ouham Pendé), une délégation de la MINUSCA conduite par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, a rencontré les autorités administratives de cette localité du nord-ouest de la RCA.

L'objectif de ces échanges était de recueillir les préoccupations des forces vives de Paoua, afin d'y apporter une réponse, la plus efficace et la plus diligente possible.

La MINUSCA exprime sa volonté de travailler avec les différentes parties afin de répondre aux problèmes auxquels font face la ville de Paoua et les zones environnantes, a déclaré le Chef de la MINUSCA à l'entame de la visite. « Nous allons travailler en étroite coordination avec les autorités nationales et les partenaires pour

traiter les problèmes évoqués. Sur la question des groupes armés, par exemple, nous sommes dans un processus de dialogue sur le DDRR très important qui a démarré », a expliqué le Représentant spécial, en compagnie du Commandant de la force, le General Balla Keita, et du Commissaire de la Police de la Mission, le General Roland Zamora, en réponse aux préoccupations exprimées par les représentants de la sous-préfecture, de la mairie, de la justice et des forces de sécurité intérieure.

Les élus locaux ainsi que les représentants de la société civile ont salué l'appui de la MINUSCA dans le retour au calme dans la ville de Paoua ainsi que l'appui au secteur judiciaire, en particulier les transfèrements de prisonniers, tout en regrettant une certaine insécurité dans les zones environnantes en raison de la présence des groupes armés comme le MPC/RJ, le 3R et les Anti balaka.

Le Représentant spécial et sa délégation se sont entretenus avec des représentants des groupes armés RJ (Révolution et Justice) et Groupe des Patriotes, qui ont fait part de leur satisfaction de rencontrer la MINUSCA et « poser leurs problèmes », notamment le DDR et l'impact de la transhumance sur la saison agricole.

Une séance de travail avec les responsables du système des Nations Unies et des représentants d'organisations humanitaires s'est également tenue, au cours de laquelle le Parfait Onanga-Anyanga a appelé les différentes parties à travailler ensemble afin de répondre de manière plus efficace aux différentes préoccupations.

Les représentants de l'Union africaine et de l'ambassade de France faisaient également partie de la mission à Paoua, dans le cadre de la coordination des efforts des partenaires pour mieux appuyer la République Centrafricaine ■

L'ACTION DES CASQUES BLEUS ZAMBIENS RASSURE LES POPULATIONS DE BIRAO

Les mesures prises par les soldats de la paix de la MINUSCA à Birao ont permis à cette ville de la préfecture de la Vakaga (Nord-est) de retrouver la sécurité et de retourner aux activités socio-économiques normales. « Grâce à l'action des casques bleus zambiens la sécurité est assurée dans la ville de Birao et la population vaque normalement à ses occupations. Les écoles sont ouvertes car des enseignants se déplacent avec l'appui de la MINUSCA pour venir occuper leur poste », a indiqué le chef intérimaire du bureau de la Mission dans cette localité, Alexandre Moukenga Doumé, le 26 avril 2017, lors d'échanges avec la presse.

Ce dernier a indiqué que cette situation est le résultat

des mesures robustes prises d'abord lors du processus électoral et poursuivies plus tard par les soldats de la paix zambiens et qui ont permis de « faire de Birao une zone sans armes et sans uniformes ». « Cette règle qui s'impose à tous et est suivie par tous », a-t-il dit, en rappelant que la ville avait été l'hypocentre de quelques crises sévères qu'a connues la RCA dans le passé.

Monsieur Moukenga Doumé a par ailleurs rappelé les bonnes relations entre les casques bleus de la MINUSCA et les autorités locales et les populations, avec notamment leur participation dans des activités sociales, environnementales, sportives et de formation ■

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MBAIKI DISPOSE DE NOUVEAUX LOCAUX



Photo UN / MINUSCA

Dans le cadre des projets à impact rapide de la MINUSCA, il a été procédé, Le 21 avril 2017, à la remise officielle des locaux du tribunal de grande instance de Mbaiki, dans la préfecture de la Lobaye, aux autorités centrafricaines. La construction du bâtiment composé d'une salle d'audience, d'une salle de délibération et de latrines modernes, a été entièrement financée à hauteur de 25 millions de FCFA.

« Il s'agit d'aider au rétablissement de l'administration de la justice et au renforcement de ses capacités en vue de la rendre véritablement apte à répondre

efficacement à la demande de justice de la population», a expliqué Abdou Djibo, de la Section Justice et Correction qui s'exprimait au nom de la MINUSCA. Il a ajouté que «la MINUSCA entend également aider au renforcement de l'indépendance de la justice à travers cette infrastructure».

Pour confirmer la pertinence d'un tel projet, Pascal Kiki, Président de la délégation spéciale de Mbaiki a déclaré que pendant «longtemps, le tribunal de grande instance de Mbaiki manquait de palais pour abriter les audiences». Ce bâtiment vient donc répondre au besoin de rendre justice dans des conditions décentes.

Il contribue également «à la lutte

contre l'impunité qui a pour effet la restauration de l'autorité de l'État, la paix sociale, la cohésion sociale et la stabilité», comme l'a si bien souligné Me Bagaza-Dini Claudine, la coordinatrice de l'ONG Demain la vie, l'agence d'exécution des travaux.

Stéphane Goana a, au nom du ministère de la justice, tenu à remercier la MINUSCA pour l'œuvre, avant de convier les utilisateurs à «en prendre grand soin».

Dans le cadre de la restauration de la chaîne pénale, la MINUSCA procède également à la réhabilitation de la maison carcérale de Mbaiki, actuellement très vétuste et favorisant l'évasion des prévenus ■

DU SPORT POUR LUTTER CONTRE TOUTE FORME DE VIOLENCE ET DE DISCRIMINATION DANS LA MAMBÉRÉ-KADEI ET LA SANGHA-MBAÉRÉ

Du 10 au 19 avril 2017, la MINUSCA a mené une campagne de sensibilisation contre les violences et les discriminations dénommée “Carton rouge contre toutes formes de violences et de discriminations”, dans le cadre de l’édition 2017 de la Journée internationale du sport au service de la paix et du développement. Les cibles de cette campagne étaient les élèves, les jeunes à risques (conducteurs de taxi moto et commerçants ambulants principalement), les jeunes vulnérables (les handicapés), entre autres.

A Nola (préfecture de la Sangha-Mbaéré, 130 km de Berberati), les journées des 11 au 12 avril 2017 ont été marquées par des activités sportives, notamment un match de football opposant les « bouba nguerés » (commerçants ambulants en Sango) et les conducteurs de motos taxis, principalement ex Anti balaka. Ces derniers qui se sont d’ailleurs dit marqués par les messages véhiculés lors des séances de sensibilisation ont, à l’issue de la rencontre se sont engagés à ne plus agresser ou menacer les retournés musulmans. Ils ont aussi pris l’engagement, en présence du président de la plateforme religieuse, d’œuvrer désormais pour la paix et la cohésion sociale. « Nous, conducteurs de motos taxis, prenons l’engagement de ne plus nous adonner à des agressions ou des menaces à l’encontre de nos frères musulmans », a déclaré le capitaine de l’équipe Taxi-motos.

C’est un programme très varié, qui attendait les populations de Berberati, le 15 avril 2017, avec notamment un match de football, courses de vitesse et de demi-fonds, dominé par la course de tricycle de l’Association des Handicapés et Personnes Vulnérables de la Mambéré-Kadei. Cette course a été l’opportunité pour les handicapés de s’exprimer sur les discriminations dont ils se disent victimes. « La crise n’a pas fait de distinguo, alors sa résolution doit inclure toutes couches sociales pour réparer toutes les injustices », a indiqué Gangporo Claude, président de l’Association des Handicapés et Personnes Vulnérables de la Mambere-Kadei.

Les activités de clôture de la campagne “Carton rouge contre toutes formes de violences et de discriminations”, se sont déroulées à Balego (80 km de Berberati). À l’issue d’un match de football entre les jeunes et les anciens, les premiers se sont engagés à ne plus empêcher les musulmans de réhabiliter la mosquée de la localité. Les seconds ont, pour leur part, été désignés garants de cet engagement de la jeunesse par la MINUSCA ■



Photos UN / MINUSCA







DES EMPLOIS POUR 1000 JEUNES À RISQUE DU 3^e ARRONDISSEMENT DE BANGUI

Mille emplois directs dont 35% pour les femmes. C'est l'objectif poursuivi par le projet intégré d'appui à la stabilisation et au relèvement communautaire dans le 3^e arrondissement de Bangui, dont le lancement a eu lieu, ce jeudi 27 avril 2017 au marché Kokoro du quartier Kilomètre 5 (PK5).

Les tensions sociales et les violences intercommunautaires survenues ces dernières années à Bangui ont, en effet, eu un impact considérable sur la vie dudit arrondissement, considéré comme l'un des poumons économiques du pays. Il s'agit notamment de l'émergence de nombreux jeunes en situation de délinquance, d'abandon ou de déperdition scolaire, de chômage et/ou de sous-emploi. À cela s'ajoutent les personnes affectées directement par les effets des conflits armés : déplacés internes ou réfugiés de retour, personnes ayant accueilli des déplacés internes ou réfugiés, entre autres.

Soutenu par la MINUSCA en collaboration avec le gouvernement centrafricain et le Système des agences des Nations Unies en RCA, ce projet vise principalement à créer des emplois rapides au profit des jeunes à risque

et des autres groupes vulnérables affectés par les conflits, à promouvoir le dialogue intra et intercommunautaire et à améliorer le cadre de vie des populations bénéficiaires. Ce qui permettra, à terme, une revitalisation de l'économie locale.

Il s'agira donc, pour le millier de jeunes recrutés dans le cadre de cette "thérapie par l'emploi", d'effectuer, d'une part, des travaux d'assainissement (curage des canaux d'évacuation des eaux usées, désencombrement des dépôts des déchets solides, désherbage). D'autre part, ils seront question de participer activement aux séances de sensibilisation et de formation sur différentes thématiques en lien avec la cohésion sociale, la cohabitation pacifique, la création et la gestion des activités génératrices de revenus et l'insertion socioéconomique sur le marché de l'emploi.

Pour la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Coordinatrice humanitaire et Représentante résidente du PNUD, Najat Rochdi, « cette démarche traduit notre volonté collective de contribuer ensemble et de façon décisive à la consolidation de la paix et de la sécurité en RCA », en



offrant aux jeunes des alternatives durables pour sortir de la précarité.

« Beaucoup reste encore à faire », a reconnu le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration Territoriale, Jean Serge Bokassa, non sans réaffirmer la gratitude de la RCA à la communauté internationale dans son ensemble pour son action en faveur du relèvement du pays. « À travers ce projet, la MINUSCA et le gouvernement visent à promouvoir une approche novatrice pour la création d'opportunités d'emploi en faveur des populations vulnérables (...) car, dans certaines situations, les mots ne suffisent pas. Il faut se nourrir. Et ce projet a pour vertu de concilier l'ensemble de ces paramètres », s'est réjoui le chef de la délégation gouvernementale.

Il est à noter que le président de l'Assemblée nationale, le député Karim Meckassoua, ainsi que les ministres de l'Éducation nationale, de la Réconciliation nationale et de la Jeunesse, et la plateforme religieuse nationale, ont également pris part à cette cérémonie de lancement. Ils étaient entourés par les élus locaux et les populations de PK5.

Les habitants de Bangui de plus en plus rassurés par les patrouilles mixtes

Face à la recrudescence des actes de banditisme dans la capitale centrafricaine, Les Forces de sécurité intérieure et la MINUSCA ont entrepris de rassurer les populations par une présence plus régulière et plus dissuasive sur le terrain, par des patrouilles mixtes. Ce 28 avril 2017, après un briefing sur l'itinéraire à suivre, quatre véhicules estampillés des sigles de la Police nationale, de la gendarmerie nationale et des Nations Unies, s'ébranlent vers l'Est de Bangui.

Pour Ahamadou Mbaye, adjudant du FPU-Sénégal «

la présence visible des unités dans la ville, aux abords des centres commerciaux, des routes secondaires et à l'intérieur des quartiers, permet de dissuader, de prévenir toutes les dérives de la délinquance ».

À un rond-point animé, le convoi s'arrête, les hommes descendent pour effectuer une patrouille pédestre. Le sous-lieutenant Stéphane Gbaki en donne le sens : « nous devons profiter de ces patrouille pour accentuer la proximité avec la population ». Les hommes en uniforme entament la discussion ; l'accueil est cordial « C'est bien de les voir, c'est rassurant. J'espère pourtant qu'ils vont continuer ainsi jusqu'au retour effectif de la sécurité » dit Marlene Gawe, une vendeuse de fruits. En réponse à ce souhait, le brigadier Jonathan Kpemwei se veut rassurant « Nous profitons de l'expérience de nos amis de la MINUSCA pour ensuite avoir la pleine capacité de protéger la population à l'avenir ».

La structuration des patrouilles est stricte : gendarmes et policiers sont repartis par groupe de 7 dans chaque pickup. La coordination de la patrouille est assurée par l'adjudant Ahamdou Mbaye à la tête de 12 hommes répartis dans 2 véhicules dont un blindé.

Les patrouilles mixtes s'effectuent régulièrement. Dans toute la ville de Bangui, plusieurs unités FPU de la MINUSCA sont engagées ; il s'agit des FPU Sénégal, Rwanda, Egypte, Mauritanie et aussi les contingents des casques bleus Rwandais et égyptiens. Ils agissent conjointement avec les Forces de sécurité Intérieure.

Ces patrouilles dont l'efficacité peut se mesurer à la régression des actes de banditisme ces temps-ci, toujours selon le sous-lieutenant Gbaki, peuvent aussi être appréciées à la faveur de la satisfaction des populations soulagées de voir la présence permanente des éléments des FSI et des casques bleus engagées ensemble contre le banditisme ■



6^e RÉUNION DU COMMANDEMENT DE LA FORCE DE LA MINUSCA

Du 28 au 29 avril 2017, les commandants de contingents et de secteurs de la Force de la MINUSCA ont pris part à la 6^{ème} conférence du commandement, à Bangui. À l'ouverture des travaux de la conférence, le Représentant spécial du Secrétaire

général des Nations Unies en RCA, Parfait Onanga-Anyanga, a expliqué que c'est l'occasion de faire la « revue à mi-parcours du mandat de la mission qui sera discuté en juin ».

Les intervenants ont rappelé la mission essentielle de la Force qui est la protection des popu-

lations civiles et échangé avec les participants sur la façon de rendre plus effective la collaboration entre les agents de liaison communautaire, premiers maillons de la chaîne entre les populations et la mission, et la Force. Les principaux obstacles à cette collaboration sont la barrière linguistique et la proximité



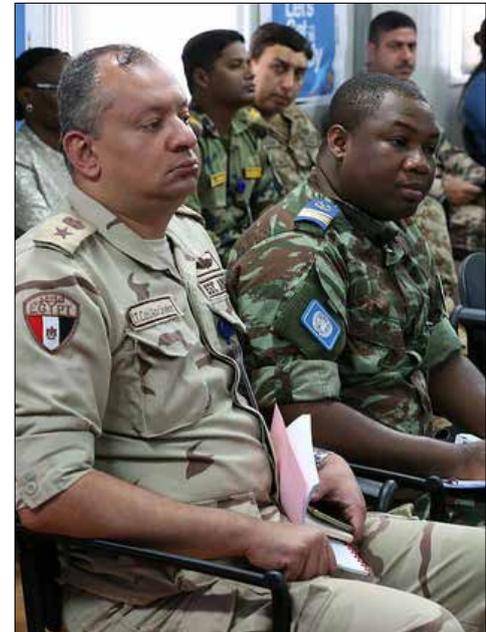
géographique. Il a donc été recommandé une plus grande collaboration entre les agents de liaison communautaire et la Force et un effort de part et d'autre pour améliorer les compétences linguistiques, afin de faciliter les échanges.

La lutte contre l'exploitation et les abus sexuels a, entre autres, été évoquée. L'exploitation sexuelle « n'est pas acceptable que ce soit dans les missions de maintien de la paix ou partout ailleurs », a martelé le Général Balla Keïta, Commandant de la Force, avant d'ajouter que « c'est moins acceptable dans les missions de paix où on est venu aider les gens ». Il a indiqué que les discussions vont servir à « mettre en place des mécanismes pour mieux contrôler les hommes, réorienter les actions pour être beaucoup plus efficace ». Selon lui, beaucoup de progrès a été fait dans le domaine, mais « beaucoup reste à faire et la lutte contre l'exploitation sexuelle va continuer jusqu'à atteindre l'objectif zéro agression ».

Mentionnons que la situation sécuritaire reste fragile dans le pays et la LRA multiplie des attaques et des enlèvements à l'est du pays. Le Général Keïta a réitéré l'engagement

de ses troupes à protéger la population et ses biens, promouvoir le respect des droits de l'homme dans son secteur de responsabilité, sécuriser l'acheminement de l'aide humanitaire, s'investir à lutter contre les violences basées sur le genre et appliquer la tolérance zéro aux abus et exploitations sexuels au sein des différents contingents.

Le Représentant spécial a, pour sa part, saisi l'opportunité pour dire « bravo pour ce qui a été fait » et inviter la Force à « redoubler d'efforts dans sa mission de consolidation de la paix » ■





Photos UN / MINUSCA

LES HABITANTS DE BANGUI DE PLUS EN PLUS RASSURÉS PAR LES PATROUILLES MIXTES

Face à la recrudescence des actes de banditisme dans la capitale centrafricaine, Les Forces de sécurité intérieure et la MINUSCA ont entrepris de rassurer les populations par une présence plus régulière et plus dissuasive sur le terrain, par des patrouilles mixtes. Ce 28

avril 2017, après un briefing sur l'itinéraire à suivre, quatre véhicules estampillés des sigles de la Police nationale, de la gendarmerie nationale et des Nations Unies, s'ébranlent vers l'Est de Bangui.

Pour Ahamadou Mbaye, adjudant du FPU-Sénégal « la présence

visible des unités dans la ville, aux abords des centres commerciaux, des routes secondaires et à l'intérieur des quartiers, permet de dissuader, de prévenir toutes les dérives de la délinquance ».

À un rond-point animé, le convoi s'arrête, les hommes descendent pour effectuer une patrouille pé-



destre. Le sous-lieutenant Stéphane Gbaki en donne le sens : « nous devons profiter de ces patrouille pour accentuer la proximité avec la population ». Les hommes en uniforme entament la discussion ; l'accueil est cordial « C'est bien de les voir, c'est rassurant. J'espère pourtant qu'ils vont continuer ainsi jusqu'au retour effectif de la sécurité » dit Marlene Gawe, une vendeuse de fruits. En réponse à ce souhait, le brigadier Jonathan Kpemwei se veut rassurant « Nous profitons de l'expérience de nos amis de la MINUSCA pour ensuite avoir la pleine capacité de protéger la population à l'avenir ».

La structuration des patrouilles est stricte : gendarmes et policiers sont repartis par groupe de 7 dans chaque pickup. La coordination de la patrouille est assurée par l'adjudant Ahamdou Mbaye à la tête de 12 hommes répartis dans 2 véhicules dont un blindé.

Les patrouilles mixtes s'effectuent régulièrement. Dans toute la ville de Bangui, plusieurs unités FPU de la MINUSCA sont engagées ; il s'agit des FPU Sénégal, Rwanda, Egypte, Mauritanie et aussi les contingents des casques bleus Rwandais et égyptiens. Ils agissent conjointement avec les Forces de sécurité Intérieure.

Ces patrouilles dont l'efficacité peut se mesurer à la régression des actes de banditisme ces temps-ci, toujours selon le sous-lieutenant Gbaki, peuvent aussi être appréciées à la faveur de la satisfaction des populations soulagées de voir la présence permanente des éléments des FSI et des casques bleus engagées ensemble contre le banditisme ■

HOMMAGE RENDU AU CAPORAL-CHEF DOMINIQUE CAMBAGARA



Photos UN / MINUSCA

« La MINUSCA rend hommage à l'un de ses vaillants soldats. » Ce sont avec ces mots que, le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, a rendu hommage au Caporal-chef Dominique Cambagara, décédé brusquement le 23 avril 2017 à l'âge de 40 ans.

Pour cette cérémonie qui avait

lieu au quartier général de la MINUSCA, le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies était entouré de la Représentante Spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Diane Corner, du Commandant de la Force le général Balla Keita et de nombreuses autres personnalités civiles et militaires.

Dans son oraison funèbre, le

commandant du contingent burundais le lieutenant-Colonel Jean-Baptiste Ndayizeye a salué la mémoire d'un soldat « courageux et discipliné ».

Rappelons que le contingent burundais a été déployé en Centrafrique depuis 2014 sous le commandement de la MISCA et a intégré la MINUSCA le 15 Septembre 2015. Il compte aujourd'hui 750 casques bleus ■

LA 4^e RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF ET DE SUIVI DU PNDDRR **EN IMAGES**



Photos UN / MINUSCA



MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE

Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>